



L'actualité professionnelle du secteur de l'environnement

## La dégradation des terres impacte d'ores et déjà les deux cinquièmes de l'humanité

Un rapport sans précédent de plus de 100 experts mondiaux révèle une dégradation inquiétante des sols de la planète. Plus de 3 milliards de personnes sont déjà affectées, et plusieurs dizaines de millions pourraient être contraintes de migrer.



© niruft

*"Avec des impacts négatifs sur le bien-être d'au moins 3,2 milliards de personnes, la dégradation de la surface terrestre par les activités humaines pousse la planète vers une sixième extinction massive des espèces"*, révèle le professeur Robert Scholes. Ce scientifique co-préside l'évaluation de la dégradation et de la restauration des terres produite par la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les systèmes écosystémiques (IPBES). Cette évaluation a été approuvée samedi 24 mars par les représentants des Etats membres de cette instance, réunie à Medellin en Colombie pour sa sixième réunion plénière.

L'aggravation de la dégradation des terres causée par les activités humaines mine le bien-être des 2/5 de l'humanité, entraînant l'extinction des espèces et

Il s'agit de la première évaluation mondiale de cette ampleur portant sur cette question. Réalisée par plus de 100 experts venant de 45 pays différents, ce travail s'appuie sur plus de 3.000

**intensifiant le changement climatique.**

IPBES

sources scientifiques, gouvernementales ou locales. Elle constitue la deuxième évaluation thématique de cet organe chargé de fournir les meilleures

données scientifiques pour éclairer les politiques en matière de biodiversité. Son premier rapport, remis en mars 2016, était consacré aux pollinisateurs.

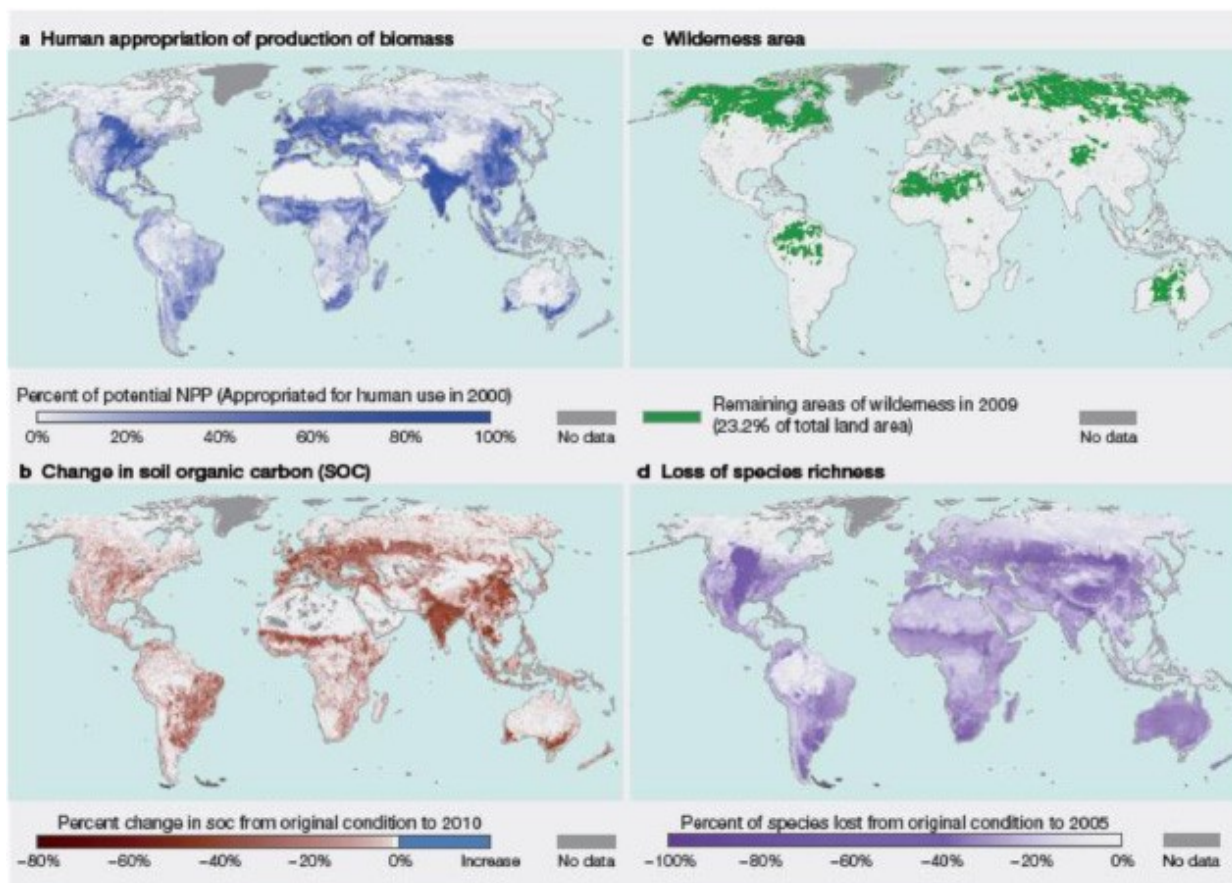
## **Consommation élevée et croissante par habitant**

*"L'aggravation de la dégradation des terres causée par les activités humaines mine le bien-être des deux cinquièmes de l'humanité, entraînant l'extinction des espèces et intensifiant le changement climatique"*, résumant les chercheurs.

Les causes de cette dégradation incontrôlée ? L'expansion rapide et la gestion non durable des terres cultivées et des pâturages, qui résulte de la surconsommation dans les économies les plus développées combinée à une consommation croissante dans les pays émergents et en développement. *"La consommation élevée et croissante par habitant, amplifiée par la croissance démographique continue dans de nombreuses régions du monde, peut conduire à des niveaux insoutenables d'expansion agricole, d'extraction des ressources naturelles et minérales et d'urbanisation - entraînant logiquement des niveaux plus élevés de dégradation des terres"*, pointe l'IPBES.

Ce phénomène se manifeste de plusieurs façons, relèvent les auteurs du rapport : abandon de terres, déclin des populations d'espèces sauvages, perte de qualité des sols, de pâturages et de ressources en eau, déforestation. Certains milieux comme les zones humides paient un lourd tribut puisque les chercheurs chiffrent les pertes à 87% depuis le début de l'ère moderne. Si la dégradation remonte loin dans le temps, elle a tendance à s'accélérer. Pour la seule année 2014, plus de 1,5 milliard d'hectares d'écosystèmes naturels ont été convertis en terres cultivées. Au final, selon les chercheurs, moins de 25% de la surface de la Terre a échappé aux impacts substantiels de l'activité humaine. Terres cultivées et pâturages couvrent désormais plus d'un tiers de la surface terrestre.

Cette dégradation des terres est un facteur majeur de changements climatiques et ces derniers sont considérés comme l'un des principaux moteurs de la perte de biodiversité. Le rapport met en avant la déforestation, qui contribue à elle-seule à environ 10% des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique, ainsi que la libération de carbone jusque là stocké dans les sols. Compte tenu de l'importance des fonctions des sols en la matière, *"l'évitement, la réduction et l'inversion de la dégradation de terres pourraient fournir plus d'un tiers des mesures d'atténuation des gaz à effet de serre les plus efficaces d'ici 2030 pour maintenir le réchauffement climatique sous l'objectif de 2°C visé par l'Accord de Paris"*, soulignent les auteurs.



Impact des activités humaines sur la dégradation des sols © IPBES

## Jusqu'à 700 millions de personnes contraintes de migrer

La dégradation des terres associée aux changements climatiques pourrait conduire à une migration forcée de 50 à 700 millions de personnes d'ici 2050 et donné lieu à un accroissement des conflits. Ainsi, les chercheurs montrent que les années de très faibles précipitations dans les zones arides sont associées à une augmentation de 45% des conflits violents.

La perte de biodiversité, quant à elle, devrait atteindre 38 à 46% d'ici 2050. La combinaison de ces fléaux devrait "*réduire les rendements agricoles mondiaux de 10% en moyenne et de 50% dans certaines régions*", prévoit le co-président de l'évaluation Luca Montanarella, les régions les plus impactées à l'avenir étant celles où il reste le plus de terres aptes à l'agriculture : Amérique centrale et du Sud, Afrique subsaharienne, Asie.

Cette baisse de rendement devrait être couplée à un doublement de l'utilisation de pesticides et d'engrais d'ici 2050 si l'on reste sur le modèle actuel. La demande croissante en nourriture et en biocarburants devrait en effet conduire à une augmentation continue des apports nutritifs et chimiques, ainsi qu'à des systèmes de production animale industrialisés, établissent les chercheurs.

**Plus on attend, plus le coût sera élevé**

Est-il encore temps d'infléchir ces sombres prédictions ? Le rapport formule une série d'options pour restaurer les terres. Sur les terres cultivées, la dégradation peut être inversée par l'amélioration de la qualité des sols, l'utilisation de cultures tolérantes au sel, l'agroforesterie, les pratiques agroécologiques, l'agriculture de conservation et les systèmes intégrés de culture et d'élevage. Dans les zones de pâture, établit le rapport, plusieurs actions éprouvées sont également recensées : gestion de la pression de pâturage, gestion sylvopastorale, gestion écologique des mauvaises herbes et des ravageurs, contrôle des pratiques de brûlage, soutien aux pratiques locales d'élevage, etc.

Pour éviter, réduire et inverser la dégradation des zones humides, le rapport recense également diverses actions : contrôle des sources de pollution, gestion intégrée des terres et de l'eau, remise en eau de zones asséchées par le drainage, création de zones humides artificielles. Quant aux zones urbaines, les chercheurs prônent la planification urbaine, la replantation avec des espèces locales, la création ou la restauration de parcs et de cours d'eau, la remise en état des sols pollués et imperméabilisés, ainsi que le traitement des eaux usées.

Mais la restauration des terres passe aussi par des mesures transversales comme l'éducation et la sensibilisation, l'utilisation des systèmes d'information en soutien des actions, la coordination des politiques ministérielles, les analyses coûts avantages globales, la suppression des incitations à la dégradation des terres ou encore l'internalisation des coûts environnementaux.

En tout état de cause, *"la dégradation des terres, la perte de biodiversité et le changement climatique sont trois visages différents du même défi (...). Nous ne pouvons nous permettre de nous attaquer isolément à l'une de ces trois menaces - elles méritent chacune la priorité politique la plus élevée et doivent être traitées ensemble"*, estime Robert Watson. Le président de l'IPBES établit ce constat deux jours après la publication de quatre rapports régionaux tout aussi alarmants sur l'état de la biodiversité mondiale.

La mise en oeuvre de telles mesures ne peut que se révéler payante au plan global. *"En moyenne, les bénéfices de la restauration sont dix fois supérieurs aux coûts"*, révèle en effet l'IPBES. *"Mais plus nous attendons, plus cette mise en oeuvre sera difficile et coûteuse"*, estime M. Watson, précisant qu'il s'agissait là d'un des messages les plus importants qui ressortait de cette évaluation historique.

Article publié le 26 mars 2018



**Laurent Radisson** , journaliste  
Rédacteur en Chef délégué aux marchés HSE

## Vidéo sur le même thème



[Quel avenir pour une agriculture locale et biologique en France ? La demande de produits plus sains, notamment biologiques, et plus locaux ne cesse d'augmenter en France. Mais l'offre n'est pas au rendez-vous. Pourquoi ? Quels sont les difficultés et les points de blocage ? Reportage vidéo dans le Luberon et à Albi. - 18/12/2017](#)

---

Actu-Environnement

© 2003 - 2018 COGITERRA - ISSN N°2107-6677

Actu-Environnement adhère au Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC).